

Ce chapitre décrit de manière synthétique l'environnement général dans lequel le HCR opérera en Afrique en 2016. Il offre un aperçu de la stratégie de l'Organisation dans la région, des principaux défis prévus et des besoins financiers pour sa réponse opérationnelle.

Les opérations qui seront menées dans la région et ses sous-régions en 2016 sont présentées plus en détail sur le site *Global Focus*, <http://reporting.unhcr.org>.

| ENVIRONNEMENT OPÉRATIONNEL |

- Début 2015, environ 16,8 millions de personnes relevaient de la compétence du HCR en Afrique subsaharienne. Plusieurs dizaines de milliers de personnes sont venues s'ajouter à cette population au cours de l'année, en grande partie du fait de la poursuite des crises humanitaires au Nigéria, en République centrafricaine (RCA) et au Soudan du Sud. Ce nombre a également augmenté en raison des nouvelles situations d'urgence qui ont éclaté au Burundi – touchant l'Ouganda, la République démocratique du Congo (RDC), la République-Unie de Tanzanie (Tanzanie) et le Rwanda – et au Yémen – avec des répercussions principalement à Djibouti et en Somalie. À la fin de l'année 2015, plus de 18 millions de personnes devraient être déplacées en Afrique, selon les prévisions du HCR.

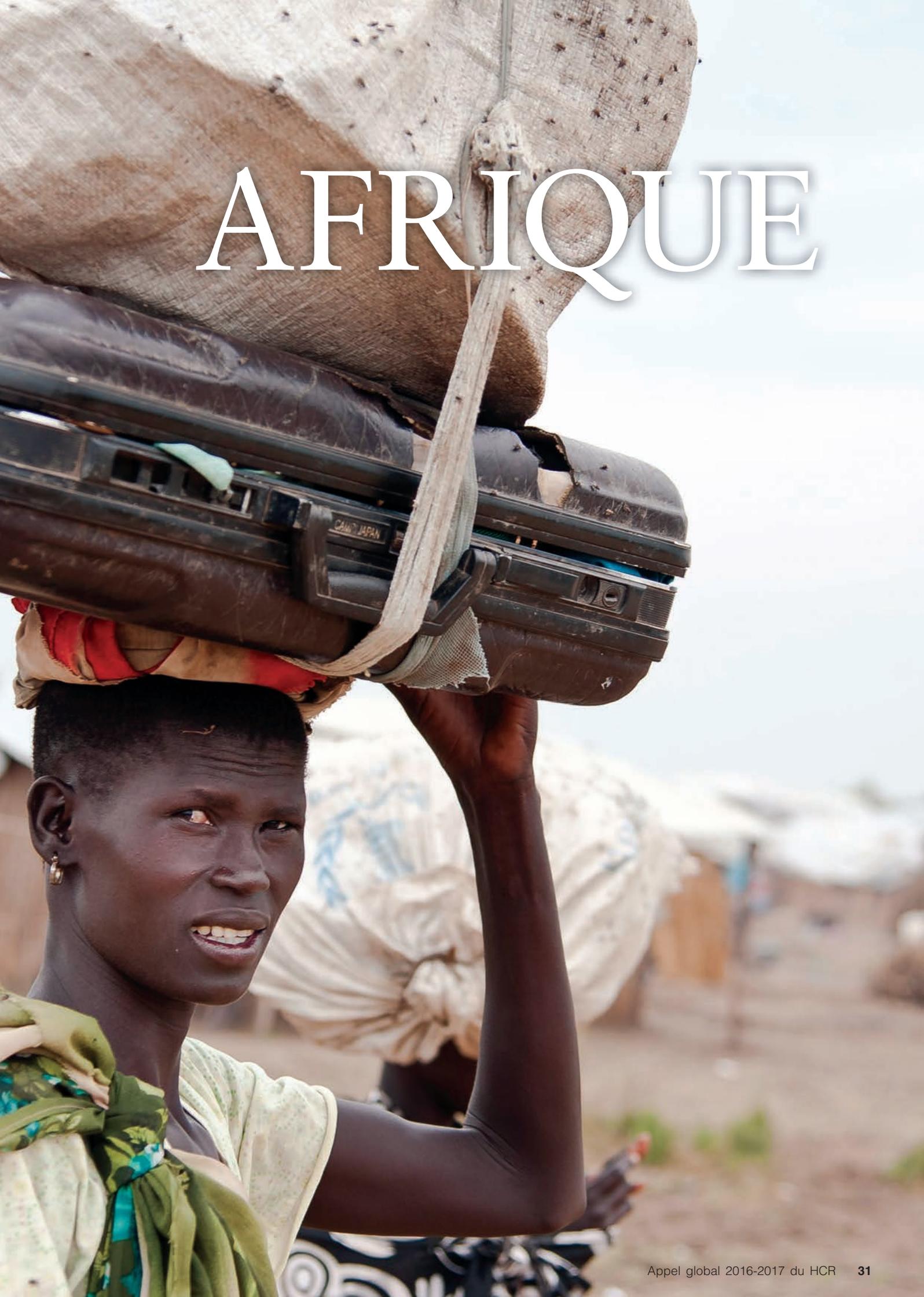
- Dans la région de l'Est et de la Corne de l'Afrique, il y a plus d'1,6 million de déplacés internes au Soudan du Sud et 620 000 Sud-Soudanais en quête de sécurité ont cherché refuge en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda et au Soudan. Si l'on a trouvé des terrains pour loger le grand nombre de personnes déplacées, les communautés d'accueil, confrontées à ces afflux massifs, sont soumises à une pression croissante. L'état d'urgence de niveau 3, mobilisant l'ensemble du système, déclaré en février 2014, est toujours en vigueur à la fin de l'année 2015.

- Le conflit qui sévit au Yémen depuis le mois de mars 2015 ne s'est pas apaisé et les mouvements de réfugiés en direction de Djibouti, de l'Éthiopie, de la Somalie et du Soudan se poursuivent. Un Coordonnateur régional des opérations destinées aux réfugiés touchés par la situation au Yémen a été nommé et le HCR continuera de coordonner la réponse interorganisations à la crise dans la Corne de l'Afrique tout au long de l'année 2016.

Réfugié sud-soudanais dans le camp de Leitchuor (Éthiopie).

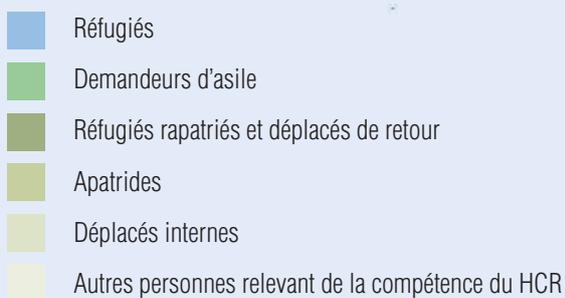
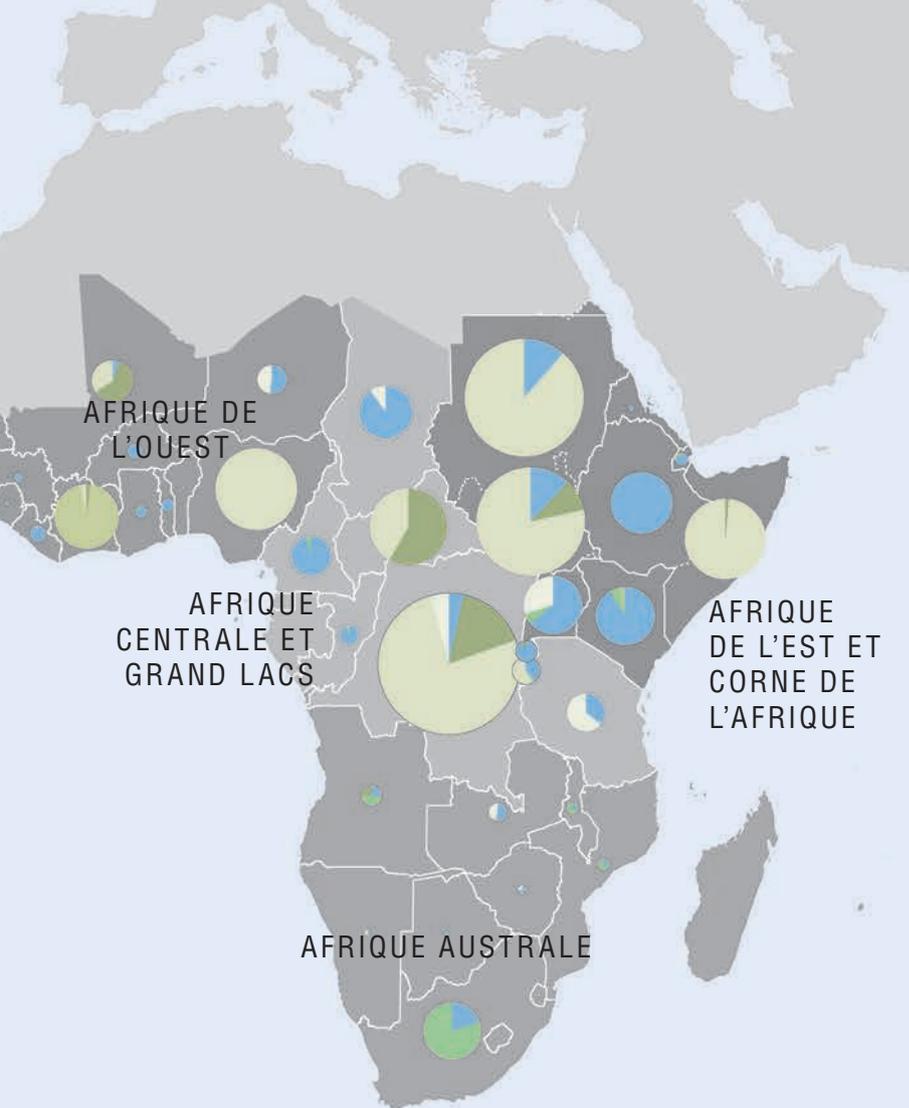


AFRIQUE

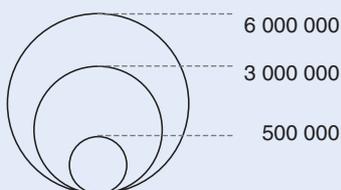


- À la suite de la conférence ministérielle d'annonces de contributions pour l'aide aux réfugiés somaliens, qui s'est tenue en octobre 2015, le HCR s'efforcera, en coopération avec ses partenaires, d'apporter des solutions durables aux Somaliens réfugiés autour du monde, dont le nombre s'élève à 1,1 million, notamment en augmentant les possibilités de rapatriement consenti à partir des pays de la région.
- En 2015, les conflits qui ont éclaté ou repris au Burundi, en RCA ou en RDC ont entraîné des déplacements de populations supplémentaires, de sorte qu'il y a aujourd'hui plus de 5 millions de personnes déracinées dans la région de l'Afrique centrale et des Grands Lacs. En RCA, où la situation s'était stabilisée avec des progrès apparents du processus de paix dans le cadre du Forum de Bangui, le conflit s'est de nouveau intensifié, incitant des dizaines de milliers de déplacés internes à chercher refuge à M'poko – le site de l'aéroport de Bangui qui devait fermer à la mi-septembre 2015.
- Au Burundi, la période d'instabilité qui a débuté en mars 2015 dans le contexte des élections n'a pas encore pris fin et les structures et services des camps situés dans les pays d'accueil sont saturés. En Tanzanie, on prend actuellement des mesures pour transférer les réfugiés accueillis dans des sites surpeuplés vers des camps récemment construits d'ici à la fin de l'année 2015, afin de soulager les structures d'accueil et d'éviter la propagation de maladies contagieuses.
- En 2016, le HCR continuera de se concentrer sur la lutte (prévention et réponse) contre la violence sexuelle et sexiste d'un bout à l'autre de la région, car celle-ci représente un risque majeur dans les situations de violence et de conflit ininterrompu, en particulier en RDC orientale.
- Le conflit qui se poursuit au Nigéria s'est propagé dans des pays limitrophes, à savoir le Cameroun, le Niger et le Tchad. Plus de 2,3 millions de déplacés internes et 178 000 autres personnes, déplacées au-delà des frontières, vivent actuellement dans des zones peu sûres, ce qui rend nécessaire un renforcement ultérieur de la présence du HCR sur le terrain et une intensification de ses efforts de suivi de la protection. Cependant, le plan régional d'aide aux réfugiés, publié en 2015 par l'Organisation et ses partenaires, est gravement sous-financé, de sorte qu'il est encore plus difficile de gérer cette crise humanitaire imprévisible.
- Au Mali, en dépit de la conclusion d'accords de paix en mai et en juin 2015, l'insécurité continue d'entraver les efforts de rapatriement librement consenti. La reprise récente des combats dans le nord du Mali a contraint d'autres familles à prendre la route de l'exil. Le HCR continuera de venir en aide aux Maliens exilés et facilitera leur rapatriement librement consenti lorsque les conditions de sécurité seront satisfaisantes.

| STRATÉGIE |



Taille des populations Janvier 2015



Le HCR a orienté sa stratégie en Afrique sur la prise en charge des besoins les plus pressants en matière de protection et d'assistance, sur la préparation et la réponse aux situations d'urgence, sur la recherche de solutions novatrices aux situations prolongées et sur la promotion de partenariats avec les institutions et les organisations qui sont en mesure d'aider à combler ces lacunes. En 2016, l'Organisation entend satisfaire les besoins des personnes qui relèvent de sa compétence dans la région par les actions suivantes :

- *Prise en charge des besoins des personnes qui relèvent de la compétence du HCR en matière de protection et d'assistance*

C'est le pilier de l'action du HCR dans la région et cette orientation stratégique sera essentielle pour élaborer des interventions adaptées dans des pays comme le Cameroun, l'Éthiopie, le Kenya, le Niger, le Nigéria, l'Ouganda, la RDC, la Tanzanie, le Tchad et les autres pays accueillant un grand nombre de réfugiés. Le HCR soutiendra également les communautés d'accueil, dans la mesure du possible, afin de réduire les tensions et de préserver des conditions de vie relativement normales pendant que les populations sont déplacées.

- *Renforcement de la préparation et de la réponse aux situations d'urgence*

Huit élections présidentielles devraient avoir lieu entre le troisième trimestre 2015 et la fin de l'année 2016 dans une région où les élections ont souvent provoqué des violences. Alors qu'il est difficile de prévoir si des troubles auront lieu et quand, l'insécurité semble néanmoins vouée à perdurer dans des pays comme le Burundi, le Cameroun, le Niger, le Nigéria du Nord, la RCA, la RDC orientale et le Tchad, ainsi que dans certaines régions de la Somalie. L'Organisation doit donc mettre en place des mécanismes qui lui permettent d'intervenir au plus vite et de manière proactive.

○ *Recherche de solutions durables*

À la suite de l'appel lancé à l'occasion du Segment de haut niveau sur l'Afrique, qui s'est tenu en marge de la session plénière du Comité exécutif en 2014, le HCR intensifie ses efforts pour trouver des solutions et promouvoir une sécurité et des moyens de subsistance durables au profit des réfugiés piégés dans des situations prolongées. L'an dernier, le Haut Commissariat a redoublé d'efforts pour trouver des solutions aux problèmes des réfugiés angolais, rwandais et somaliens, en particulier en Afrique de l'Est et dans la Corne. Ces efforts se poursuivront en 2016 afin de permettre à l'Organisation de mettre un terme à la situation de ces réfugiés de longue date.

○ *Élimination de l'apatridie*

Dans le contexte de la campagne du HCR pour mettre fin à l'apatridie d'ici à 2024, lancée en novembre 2014, l'Organisation a intensifié ses efforts pour s'attaquer au problème en Afrique, en menant des activités de mobilisation, en lançant des campagnes d'information, en établissant des voies légales pour délivrer des documents et en exécutant toute une série de projets similaires destinés à réduire sensiblement la population d'apatrides présente dans la région, estimée à plus de 750 000 personnes.

○ *Promotion d'alternatives aux camps*

En gardant à l'esprit les politiques du HCR sur les alternatives aux camps et sur la protection des réfugiés et les solutions en milieu urbain, les opérations en Afrique s'efforceront de promouvoir des solutions de résidence hors des camps, dès lors que ce sera possible, en s'appuyant sur les progrès réalisés dans des pays comme l'Éthiopie et l'Ouganda. En 2016, l'Organisation fera campagne à travers le continent pour que les réfugiés urbains bénéficient de davantage de services.

○ *Conduite des opérations dans les situations de déplacement interne*

Ces dernières années, l'engagement de l'Organisation dans les situations où des personnes sont déplacées à l'intérieur de leur propre pays a évolué et s'est intensifié, le HCR assumant davantage le rôle de chef de file, notamment dans les secteurs de la protection, de la coordination et de la gestion des camps, et des abris. Les situations caractérisées par un grand nombre de déplacés internes, comme le Nigéria, la RDC et le Soudan du Sud, seront soutenues dans le cadre du mécanisme de coordination interorganisations, de manière à répondre aux besoins essentiels en matière de protection et d'assistance.

| DÉFIS |

Les conflits et les violences qui se poursuivent – en particulier au Cameroun, au Kenya, au Mali, au Niger, au Nigéria, en RCA, en RDC orientale, en Somalie, au Soudan, au Soudan du Sud et au Tchad – entravent l'accès du HCR et de ses partenaires, qui s'efforcent d'offrir protection et assistance dans la région. Dans certains secteurs, les agressions commises contre des travailleurs humanitaires ont empêché ou retardé l'action humanitaire et privé des dizaines de milliers de personnes déplacées de biens et de services essentiels, comme les vivres et les abris. Les activités des terroristes et des rebelles ont créé un environnement de plus en plus contraint pour les populations déplacées et les communautés qui les accueillent.

Les contraintes logistiques entravent considérablement l'accès dans les pays caractérisés par de mauvaises infrastructures, des routes impraticables en cas d'intempéries et des ralentissements administratifs aux points d'expédition. De surcroît, les conditions météorologiques

extrêmes observées dans la région soumettent souvent les réfugiés, les déplacés internes et les communautés d'accueil à des épreuves supplémentaires. Les inondations, les sécheresses et les autres aléas climatiques limitent souvent la production agricole, ainsi que l'accès aux ressources et leur disponibilité pour les populations qui relèvent de la compétence du HCR, contrariant les efforts que celles-ci déploient pour s'adapter et s'autonomiser.

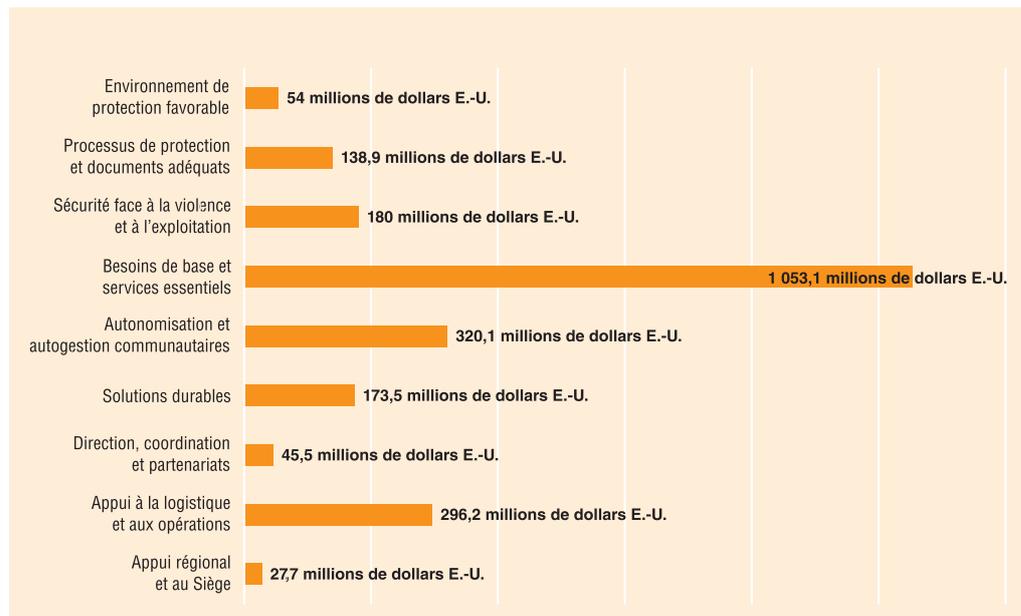
En 2015, dans la région Afrique, l'Organisation a ouvert 12 camps supplémentaires et en a agrandi sept autres pour répondre à des situations d'urgence touchant des réfugiés. S'il convient de remarquer que les nouveaux arrivants sont logés hors des camps dans plusieurs pays d'accueil, le HCR recherche actuellement des terrains supplémentaires pour aménager davantage de camps ou de sites dans les pays où les réfugiés affluent en masse. Le surpeuplement de ces sites, causé par les nouvelles arrivées, pose aujourd'hui un problème critique auquel l'Organisation s'efforce de remédier. ■

INFORMATIONS FINANCIÈRES

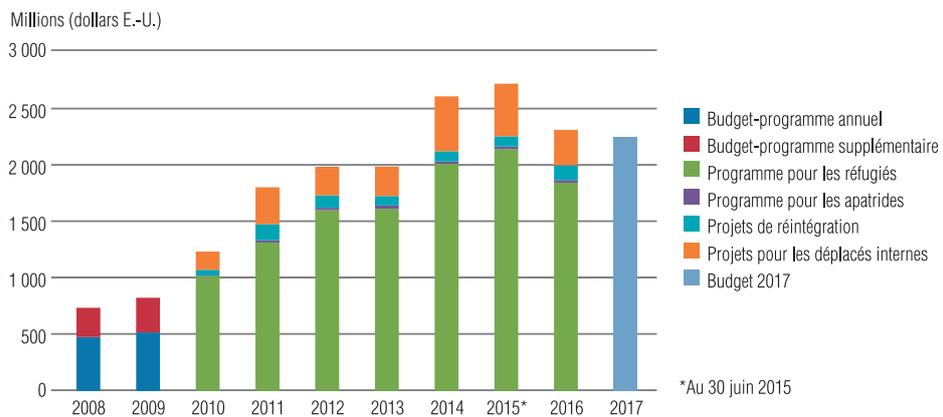
L'écart croissant entre les besoins financiers pour répondre aux situations d'urgence et la nécessité de maintenir une réponse adaptée face aux crises en cours et aux crises prolongées a été particulièrement problématique en 2015 et devrait le rester en 2016. Les programmes relatifs à l'éducation et aux moyens de subsistance, qui ne sont pas considérés comme des interventions d'urgence nécessaires à la survie, seront peut-être réduits, au détriment de centaines de milliers de réfugiés.

Le budget de l'Afrique en 2016 s'élève à 2,3 milliards de dollars E.-U., ce qui représente une augmentation de 120 millions de dollars E.-U. par rapport au budget 2015 approuvé en octobre 2014. Le budget 2016 ne tient pas compte des besoins additionnels engendrés par les crises récentes au Burundi et au Yémen, qui seront détaillés dans des appels budgétaires supplémentaires.

BUDGET POUR L'AFRIQUE EN 2016 | par entités



BUDGETS POUR L'AFRIQUE | 2008-2017



Opération	2015	2016				Total	2017
	Budget actuel (au 30 juin 2015)	PILIER 1 Programme pour les réfugiés	PILIER 2 Programme pour les apatrides	PILIER 3 Projets de réintégration	PILIER 4 Projets pour les déplacés internes		
AFRIQUE DE L'OUEST							
Burkina Faso	20 567 209	20 971 553	707 620	0	0	21 679 174	15 277 500
Côte d'Ivoire	26 549 754	2 589 638	3 990 442	24 204 940	0	30 785 020	29 861 469
Ghana	10 693 861	9 444 755	0	0	0	9 444 755	7 273 786
Guinée	7 178 568	7 463 159	0	0	0	7 463 159	3 075 920
Libéria	34 164 707	23 860 907	0	0	0	23 860 907	14 585 893
Mali	67 810 517	27 088 674	1 066 948	17 775 719	3 240 572	49 171 913	60 011 228
Niger	49 817 155	48 986 938	783 728	0	0	49 770 666	24 552 395
Nigéria	0	1 821 559	0	0	27 667 739	29 489 299	31 051 117
Sénégal - Bureau régional ¹	76 064 563	36 931 623	1 798 172	0	0	38 729 795	40 138 910
Sous-total	292 846 334	179 158 808	8 346 910	41 980 659	30 908 312	260 394 688	225 828 218
AFRIQUE DE L'EST ET CORNE DE L'AFRIQUE							
Tchad	170 688 787	200 177 492	911 419	0	0	201 088 911	173 027 100
Djibouti	36 801 203	19 987 830	0	0	0	19 987 830	19 947 458
Érythrée	5 913 217	4 891 037	0	0	0	4 891 037	2 769 188
Éthiopie	307 947 642	269 651 805	0	0	0	269 651 805	255 449 974
Éthiopie (Bureau régional de liaison auprès de l'UA et de la CEA)	1 439 099	2 042 045	0	0	0	2 042 045	1 796 808
Kenya	251 196 114	226 278 884	500 000	0	0	226 778 884	214 372 696
Kenya - Centre d'appui régional	8 725 134	7 415 949	0	0	0	7 415 949	7 232 932
Somalie	92 306 670	23 979 857	0	21 950 433	37 640 414	83 570 704	85 302 915
Soudan du Sud	413 880 856	167 757 752	4 795 794	0	103 012 668	275 566 213	245 155 865
Soudan	170 657 859	108 278 306	1 548 266	0	30 598 637	140 425 209	148 014 520
Ouganda	221 407 173	242 723 113	108 044	0	0	242 831 157	299 327 742
Activités régionales	12 306 350	11 628 599	0	0	0	11 628 599	11 667 024
Sous-total	1 693 270 103	1 284 812 668	7 863 523	21 950 433	171 251 719	1 485 878 343	1 464 064 221
AFRIQUE CENTRALE ET GRANDS LACS							
Burundi	25 823 000	18 275 950	928 345	0	0	19 204 295	20 788 098
Cameroun	114 697 644	89 476 460	1 885 381	0	7 262 762	98 624 603	97 600 001
République centrafricaine	51 415 889	8 521 130	0	18 018 858	25 709 243	52 249 231	52 463 150
Congo	35 341 593	32 000 000	0	0	0	32 000 000	28 000 000
République démocratique du Congo - Bureau régional ²	205 016 778	84 457 173	1 923 405	29 819 203	74 839 658	191 039 439	191 039 447
Rwanda	110 904 382	35 955 380	0	6 031 085	0	41 986 465	41 986 485
République-Unie de Tanzanie	91 004 007	27 848 556	0	12 164 242	0	40 012 798	41 000 000
Sous-total	634 203 292	296 534 649	4 737 131	66 033 388	107 811 662	475 116 830	472 877 182
AFRIQUE AUSTRALE							
Angola	5 433 056	3 731 490	0	0	0	3 731 490	3 731 490
Botswana	4 191 907	3 333 215	0	0	0	3 333 215	2 000 000
Malawi	6 146 255	5 628 015	0	0	0	5 628 015	5 547 516
Mozambique	5 149 280	5 115 057	387 825	0	0	5 502 882	5 917 735
Namibie	546 748	0	0	0	0	0	0
Afrique du Sud - Bureau régional	27 270 748	24 740 916	1 089 531	0	0	25 830 446	25 530 446
Zambie	19 500 008	17 210 761	0	0	0	17 210 761	11 774 620
Zimbabwe	5 806 701	6 084 611	349 510	0	0	6 434 122	6 434 122
Sous-total	74 044 704	65 844 065	1 826 866	0	0	67 670 930	60 935 929
Total	2 694 364 433	1 826 350 190	22 774 429	129 964 480	309 971 693	2 289 060 791	2 223 705 549

¹ Inclut les activités au Bénin, en Gambie, en Guinée-Bissau, en Sierra Leone et au Togo.

² Inclut les activités au Gabon et en République démocratique du Congo.